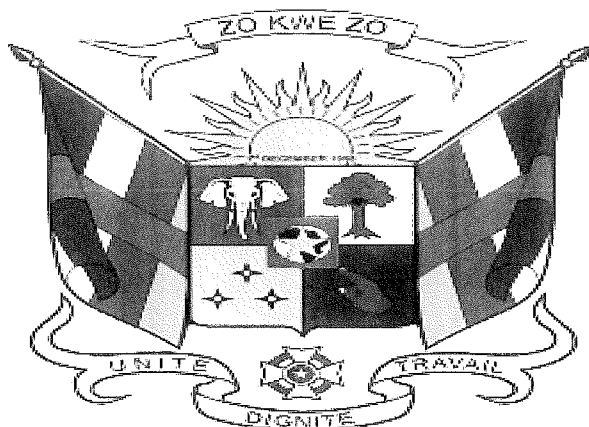


REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail



DISCOURS

DE SON EXCELLENCE,

PROFESSEUR FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

A

L'OCCASION DE LA 71^{EME} session

ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

NEW-YORK, le 23 septembre 2016

- Monsieur le Président de la 71^e Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies,
- Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,
- Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernement,
- Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord, d'adresser mes chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Peter THOMSON pour sa brillante élection en qualité de Président de la 71^e Session ordinaire de l'Assemblée Générale de notre Organisation.

Soyez assuré, Monsieur le Président, de la disponibilité totale de ma délégation à œuvrer au plein succès de nos travaux.

Je voudrais également féliciter par la même occasion Monsieur MOGENS LYKKETOFT du Danemark pour la manière remarquable avec laquelle il a conduit les travaux de la session précédente en sa qualité de Président.

Qu'il me soit aussi permis de rendre un hommage appuyé à Son Excellence le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Ban Ki-Moon, non seulement pour les actions réalisées depuis la dernière session, mais pour tous les efforts louables qu'il ne cesse de déployer pour la réalisation des nobles objectifs de l'Organisation des Nations

Unies depuis son élection il y'a huit ans, et surtout pour son implication personnelle et l'attention portée à mon pays la République Centrafricaine pendant les durs moments qu'il a traversés.

Monsieur le Président,

C'est pour moi un insigne honneur de m'adresser devant cette auguste Assemblée pour présenter l'évolution de la situation en République Centrafricaine et partager avec vous, la vision de mon pays sur les grandes questions qui préoccupent notre organisation.

Je viens devant vous pour témoigner la reconnaissance du peuple centrafricain envers l'ensemble de la communauté internationale pour son soutien inestimable à mon Pays, la République Centrafricaine, qui a retrouvé la stabilité et la légalité constitutionnelle aujourd'hui.

Du haut de cette tribune et au nom du peuple centrafricain, je rends hommage à l'action de l'ensemble du système des Nations Unies, particulièrement pour le déploiement de forces internationales qui œuvrent en ce moment pour la sécurisation et la consolidation de la paix dans mon pays.

J'aimerais saisir cette opportunité pour réitérer la gratitude du peuple centrafricain à l'ensemble de la Communauté Internationale pour sa solidarité et son soutien constant manifestés envers lui à travers une très forte mobilisation ayant abouti au retour à la légalité constitutionnelle, mettant ainsi fin à la Transition Politique qui a été instaurée après le coup de force du 24 Mars 2013.

Qu'il me soit permis de saluer la prise de conscience du peuple centrafricain qui, à travers sa participation massive et déterminée au processus électoral exemplaire, a ainsi manifesté son attachement à la démocratie et à l'ordre constitutionnel. Je voudrais aussi rendre un hommage appuyé à toute la classe politique centrafricaine pour la maturité dont elle a fait preuve devant le monde entier en respectant la voix du peuple à travers ces élections.

En tant que Président investi de la confiance de l'ensemble du peuple centrafricain, j'ai pris la mesure de l'immensité des défis à relever et des attentes de mes compatriotes qui n'aspirent à raison désormais qu'à la paix, à la réconciliation nationale et au développement économique et social.

Monsieur le Président,

La République Centrafricaine vient de tourner cette page sombre de son histoire. Les centrafricains sont plus que jamais déterminés à rompre définitivement le cycle de la violence pour aspirer légitimement à la paix, à la sécurité, à la justice, à la liberté et au développement durable.

Depuis mon accession à la tête du pays, des mesures ont été prises pour que le Gouvernement et toutes les institutions de l'Etat aient pour objectif commun la reconstruction du pays à travers des réformes nécessaires.

Aucun Etat, ne peut prétendre au développement tant que son tissu économique, social, voire politique, reste gangrené par les maux que sont la corruption, l'injustice et l'impunité.

Je puis vous assurer que la lutte contre la corruption est au cœur de nos préoccupations. Ainsi, le Gouvernement que j'ai la lourde responsabilité de diriger ne ménagera aucun effort pour mettre en place un mécanisme de lutte implacable contre la corruption et la délinquance financière.

Monsieur le Président,

La République Centrafricaine, certes, vient de renouer avec le processus démocratique, mais la situation reste encore fragile. Beaucoup reste à faire. C'est pourquoi sitôt investi président de la République, j'ai fait part de mon ambition de rassembler tous les centrafricains autour d'un projet de reconstruction de l'Etat afin que les centrafricains deviennent maîtres de leur destin et du développement de leur pays.

Je me suis engagé à conduire une œuvre de transformation politique, économique, sociale et culturelle qui va permettre de conjurer les périls que sont l'insécurité, la désagrégation des institutions publiques, la corruption, la dégradation des conditions de vie et la perte des repères moraux qui minent notre société.

Aussi, les priorités du gouvernement que j'ai fixées concernent les quatre(4) grands piliers à savoir :

La paix et la sécurité, la Réconciliation nationale, la réforme de l'administration, la relance économique, la justice et les droits de l'homme.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, l'impératif pour le Gouvernement consiste à appliquer très rapidement le programme Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR)

pour permettre aux Centrafricaines et Centrafricains, de tous les horizons, de vivre en paix et en sécurité sur l'ensemble du territoire.

De même, la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), demeure une préoccupation majeure du Gouvernement. Une délégation de la République Centrafricaine a déjà présenté les stratégies et programmes de la RSS en RCA ici au siège des Nations Unies au mois de Juin 2016. Une décision avait été prise en vue de soutenir les efforts de mon pays en reconnaissance des efforts de dialogue que j'ai entrepris dès ma prise de responsabilité en direction des groupes armés.

C'est pourquoi, je saisis cette opportunité pour plaider en faveur d'une grande mobilisation des partenaires de la République Centrafricaine lors de la prochaine conférence de Bruxelles prévue le 17 novembre 2016, en vue de leur contribution pour le financement de ce volet.

Monsieur le Président,

S'agissant de la Restauration de l'autorité de l'Etat et du processus de redéploiement de l'administration, le Gouvernement a engagé, avec le concours de la communauté internationale dont les Nations Unies, des actions pour assurer la présence des pouvoirs publics sur l'ensemble du territoire et garantir la paix et sécurité.

Aussi, les Forces de Défense et de Sécurité doivent-elles renforcer le contrôle de nos frontières contre les menaces comme la criminalité transfrontière, la prolifération des armes légères et de petit calibre, le blanchiment d'argent, le trafic de drogue et de stupéfiants, le terrorisme (LRA) et la traite des êtres humains.

Le Gouvernement a pris des mesures d'urgence en vue de la refondation des Forces Armées Centrafricaines (FACA) qui vont permettre de mettre en place une Armée Républicaine inclusive.

Pour y parvenir, la République Centrafricaine, par ma voix, plaide en faveur de la levée totale de l'embargo sur les armes imposé à la RCA, qui faut-il le rappeler, même si nécessaire en son temps, ne se justifie plus aujourd'hui en cette nouvelle ère de reconstruction nationale.

Monsieur le Président,

La justice et les droits de l'homme impliquent la réhabilitation de l'institution judiciaire pour garantir le droit des citoyens et la lutte contre l'impunité. A cet égard, il convient de renforcer la Cour Pénale Spéciale pour la RCA, la traduction des auteurs des crimes commis devant les juridictions compétentes et la question des réparations des préjudices subis.

Concernant la relance économique, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes pour améliorer le climat des affaires en vue d'attirer les investissements privés et s'engage à remettre en état les infrastructures d'appui à la croissance.

Monsieur le Président,

Les crises cycliques et à répétition en République Centrafricaine trouvent leurs explications profondes dans les conditions de vie précaires de nos populations et la paupérisation généralisée. Je suis heureux que la communauté internationale ait compris ces enjeux.

Mon Gouvernement pour sa part, s'engage résolument à ne rien épargner pour la consolidation de la paix et la réconciliation nationale, la refondation des forces de défense et de sécurité, ainsi que la relance économique.

C'est cela notre objectif, c'est cela notre priorité. J'ai pleinement confiance qu'ensemble les centrafricains y mettront toute leur force, toute leur énergie à cette fin.

La République Centrafricaine est de nouveau parmi vous. La République Centrafricaine a repris sa place en tant qu'Etat libre et démocratique dans le concert des nations. Elle est prête à contribuer à l'édification d'un monde de paix, de tolérance, de liberté, de justice et de démocratie.

Monsieur le Président,

En dépit de notre détermination à prendre notre destin en main, la République Centrafricaine, encore fragile, a absolument besoin de l'accompagnement de tous ses partenaires tant bilatéraux que multilatéraux. Par ma voix, Elle vous réitère son appel pour votre appui.

Monsieur le Président,

Les Nations Unies demeurent la tribune indispensable par excellence pour aborder les questions mondiales et de recherche des solutions idoines. En tant que membre, je puis vous assurer de ma détermination inébranlable à défendre les idéaux de notre organisation, fondés sur des valeurs d'égalité, de paix, de sécurité, de justice et de développement auxquels aspirent tous les peuples du monde.

Je me réjouis de la pertinence du thème du débat général de cette 71^e session ordinaire, « **Les objectifs de développement durable : une impulsion universelle pour transformer notre monde** », une année après l'adoption des nouveaux **Objectifs de Développement Durable (ODD)**.

Le choix de ce thème se justifie par le souci de voir se réaliser ces objectifs à l'horizon 2030. Car l'heure est arrivée de renverser la tendance de la pauvreté absolue qui continue malheureusement de persister dans plusieurs régions du monde notamment, en Afrique subsaharienne, de réduire les inégalités entre riches et pauvres, et de créer un environnement où il fait bon vivre pour tous les peuples épris de bien-être.

Monsieur le Président,

Il est reconnu que la majorité des pays les moins avancés (PMA) ou les pays post-conflit dont la République Centrafricaine, n'a pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Et plusieurs raisons le justifient, notamment l'instabilité politique. En effet, en 2011, le Gouvernement a élaboré un Cadre d'accélération des OMD ciblant la faim et la sécurité alimentaire. Mais la crise de 2012 a mis un terme aux actions programmées, entraînant le non aboutissement de celles-ci.

Monsieur le Président,

La République Centrafricaine a officiellement lancé le processus de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) impliquant toutes les parties prenantes nationales (l'Administration publique, la

Société civile, le secteur privé) et internationales (les Partenaires au développement ainsi que les ONG internationales). Ce qui marque clairement la volonté du Gouvernement à conduire de manière résolue le processus des ODD et éviter les résultats mitigés connus dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour les mêmes raisons déjà énoncées.

Le Gouvernement en a tiré les leçons et il s'est engagé à mettre en œuvre les ODD sur de nouvelles bases participatives, partenariales et inclusives de toutes les couches de la société centrafricaine. Il tient ainsi à éviter les erreurs qui ont conduit le pays pendant la crise à des difficultés non seulement dans la mobilisation des acteurs et des ressources nécessaires, mais également dans la mise en œuvre effective des stratégies et actions programmées.

Aussi, le Gouvernement a-t-il entrepris dans le cadre de sa politique de reconstruction nationale la préparation du Programme de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA), qui comprend des actions d'assistance humanitaire, de relèvement précoce et de développement. Les trois axes d'intervention portent sur :

(i) La Paix, la Réconciliation et la Sécurité; (ii) Renouveau du Contrat social entre l'Etat et la population ; et, (iii) Relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Pour y parvenir, le Gouvernement entend développer un partenariat avec les organisations non gouvernementales nationales et internationales, le secteur privé, les partenaires au développement et les

Organisations à Assise Communautaire pour créer la synergie nécessaire au processus de sortie de crise.

Pour s'assurer les chances d'une mise en œuvre réussie des ODD, le Gouvernement entend tirer toutes les leçons ressorties de l'évaluation des OMD. A cet effet, l'étude prospective sur la vision de la RCA à l'horizon 2040 s'inscrira, d'une part, dans le cadre de la Vision africaine 2063 et, d'autre part, inclura des objectifs spécifiques à atteindre.

De même, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, il sera mis en place un cadre institutionnel approprié pour la conduite et le suivi – évaluation des ODD, et sous l'égide duquel seront définies les priorités en rapport avec le RCPCA, les recommandations de la Position africaine commune (PAC), ainsi que des conclusions de la Réunion régionale consultative sur les ODD tenue en octobre 2013.

Monsieur le Président,

La question des migrants et réfugiés qui touche et concerne tout le monde, n'a cessé ces dernières années, de s'aggraver au point de constituer une des préoccupations prioritaires de la communauté internationale. Elle est autant réelle qu'elle retient l'attention de tous les pays, quel que soit leur intérêt pour la gestion des processus migratoires.

La réunion de haut niveau qui vient de se tenir a été l'occasion de mettre en lumière au niveau mondial, les défis pressants que représentent ces mouvements massifs de nos populations afin d'y proposer des pistes de

solution judiciaire dans un cadre de partage international des charges et des responsabilités. Et je me réjouis de l'engagement des Etats membres à privilégier une solution plus humaine à la- dite question.

Déjà, au Sommet de la Valette sur les migrations et au cours du 1^{er} Sommet humanitaire mondial tenu à Istanbul, les dirigeants du monde ont eu des partages de vue sur les causes profondes des migrations et du phénomène des personnes déplacées.

En République Centrafricaine, des solutions durables pour le retour de nos compatriotes déplacés à l'intérieur du pays dans leurs zones d'origine ainsi que des réfugiés, sont à l'étude en vue de la création d'une plateforme nationale de prévention et de gestion des risques, des catastrophes, les mauvaises conditions socioéconomiques, tels que les bas salaires, le chômage, le sous-emploi dans les zones rurales, la pauvreté et le manque de moyens qui sont très souvent la cause de ces mouvements.

Monsieur le Président,

Sur le changement climatique et le développement durable, notre monde a l'urgence d'adopter des politiques saines, génératrices de croissance qui tiennent compte de la problématique du changement climatique, une croissance qui réduit la pauvreté. La protection de l'environnement, l'efficacité des ressources et la croissance économique dans l'intégration de la croissance verte sont une opportunité intéressante pour les pays africains. Il n'est pas juste que l'Afrique paie plus de prix alors qu'elle n'est que victime. C'est pourquoi, je voudrais

insister pour une attention particulière de la communauté internationale en adoptant un mécanisme adéquat afin de soutenir l'Afrique. Et que les engagements pris lors du sommet de Paris sur le climat soient respectés pour un vrai développement durable.

Monsieur le Président,

Avant de conclure mon propos, nous espérons que les Etats membres se résoudront tous, pour donner les moyens à notre Organisation à même de lui permettre d'atteindre, à l'horizon 2030, les Objectifs de Développement Durable.

Quant à la République Centrafricaine, elle continuera d'apporter sa modeste contribution au sein de notre Organisation et dans notre œuvre commune pour la paix, la sécurité et le développement pour tous.

Je vous remercie.